

Compte-rendu du Conseil d'Administration

6 avril 2011

Participation : 58 Camarades présents et 26 Camarades excusés

Dans la première partie de son introduction, Didier Garnier a fait un point sur la situation internationale et en Europe, il a pointé également les problématiques économiques et sociales dans notre pays.

Dans un deuxième temps il a abordé la mise en œuvre de notre Plan de Travail et la nécessité de concrétiser les engagements pris à Ramatuelle à travers les 3 Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale.

► Mise en œuvre du Plan de Travail

Un certain nombre de Camarades sont revenus sur les questions développées lors du Conseil Associatif de la veille, notamment celle concernant l'harmonisation des tarifs de la Carte Loisirs, mais également son contenu (voir compte-rendu du Conseil Associatif).

Le Conseil d'Administration a pris acte de la mise en place d'un Collectif chargé d'aboutir à une proposition qui sera, conformément à nos statuts, soumise pour avis au Conseil Associatif pour une validation d'ici fin 2011 par notre Direction.

A souligner que cette partie du débat n'a fait que renforcer la nécessité de tenir les engagements de la Résolution N° 2.

Une partie de la discussion a souligné la pertinence de nos Rencontres en Région en lien avec le Mouvement Syndical car, même si nous enregistrons des progrès significatifs dans la prise en compte de notre démarche par les Organisations de la CGT, beaucoup reste à faire.

Au-delà de l'Organisation Syndicale, nous avons besoin de nous impliquer dans tous les débats portant sur le droit aux vacances pour tous, dans les UNAT Régionales comme dans les CESR (Conseil Economique et Social Régional).

Nous devons continuer d'interpeler les Conseils Régionaux et Généraux pour que la dimension du Tourisme Social soit intégrée dans leur politique de Territoires.

Quelques exemples ont été pointés :

- Rhône-Alpes
- Poitou-Charentes
- Pays de Loire
- Euro Région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon

Il nous faut, sur la base de ces premières expériences, poursuivre et prolonger nos efforts en direction des politiques. Dans ce sens, il est proposé de s'adresser aux Partis de Gauche dans le cadre des campagnes pour les élections présidentielles et législatives, sur la base d'une plate-forme d'engagement à faire du droit aux vacances, de l'accès à la culture, aux loisirs et au sport, une priorité.

Cette plate-forme aurait pour objectif qu'ils affirment leur attachement aux valeurs du Tourisme Social et qu'au-delà des discours, ils les inscrivent dans leurs actions concrètes tant au niveau national que dans la proximité.

Nous pouvons, pour souligner la pertinence de nos objectifs, mettre en avant toutes les initiatives déjà engagées ou à venir. Nos actions solidaires sont là pour démontrer, s'il en était besoin, l'attente des familles pour bénéficier de ce droit au départ.

Même si une journée ne saurait remplacer des vacances, elle contribue, si nous lui donnons du contenu, à faire grandir la conscience d'agir ensemble pour des vacances de qualité pour tous.

Les journées solidaires avec ENPARTANCE, VIVATS, ACL et les Associations de Rhône-Alpes... sont déjà des exemples qui donnent du crédit à notre démarche.

Le départ de 1000 Familles en vacances avec le Secours Populaire Français et la solidarité de tout notre Pôle, participe de ce processus.

Lors du Conseil d'Administration du 8 juin prochain, nous tiendrons une Conférence de Presse sur ce sujet à laquelle participeront Bernard Thibault et Julien Lauprêtre.

Ces journées, comme toutes les actions solidaires, posent avec force la question des moyens tant humains que financiers, chacun s'accordant au sein du Conseil d'Administration sur la nécessaire mutualisation pour parvenir à nos objectifs.

Pour autant, beaucoup s'interrogent sur ce que nous mettons derrière les mots. Plusieurs interventions pointent le besoin de faire des démonstrations en grand pour valider ensemble la notion de mutualisation.

Un autre sujet est venu aussi dans le débat : les attaques concertées contre nombre de « gros » Comités d'Entreprise, et plus particulièrement contre ceux à direction CGT.

Les recommandations de la Cour des Comptes n'ont rien à voir avec la tenue de la comptabilité de chaque CE ou CCE. Celle-ci préconise par contre une modification de fond quant à notre conception du rôle et de la place de ces Collectivités dans notre modèle social.

Pour la CCAS EDF-GDF, comme pour les CE de la RATP, SNCF, Air France et d'autres, il leur est « conseillé » de revoir leur fonctionnement et particulièrement tout ce qui touche à la solidarité.

La Cour des Comptes et son Président sont aujourd'hui des outils stratégiques au service de la politique libérale du gouvernement pour mettre à mal tout ou partie de ce qui fait l'originalité des CE et autres Collectivités dans notre pays.

Il est ici difficile de rendre compte de la richesse des débats, mais nombre de participants ont tenu à souligner l'apport que représente la réflexion collective du Conseil d'Administration dans leur activité au quotidien. Il faut maintenant que chaque Membre du Conseil d'Administration s'inscrive pleinement dans les Collectifs, les Groupes de Travail ou dans les Territoires pour faire avancer les décisions prises à Ramatuelle.

► **Nos relations avec TOURISTRA**

Pour terminer notre Conseil d'Administration, Gilles Pinato a fait un point sur nos rapports avec notre Partenaire TOURISTRA. En effet, les difficultés rencontrées aujourd'hui nous font obligation, conformément à l'Article XI de la Convention de Partenariat qui arrive à échéance en 2012, de rouvrir les négociations afin que soient mieux prises en compte nos exigences.

Le Conseil d'Administration a voté à l'unanimité cette orientation pour évaluer, dans le cadre d'une négociation, la mise en œuvre des dispositions et orientations contractées. C'est à partir de ce travail que nous déciderons de la reconduction, de la correction ou de la dénonciation de la Convention de Partenariat TOURISTRA/ANCAV-TT.

► **Activités Sociales et Culturelles**

L'autre décision prise lors de ce Conseil d'Administration concerne la formation des Elus et Mandatés sur les Activités Sociales et Culturelles.

Suite au courrier du 27 janvier 2011 il est décidé de réunir un Groupe de Travail pour construire un module de formation sur les Activités Sociales et Culturelles. Le Conseil d'Administration propose d'inviter à ce Collectif les Commissions Confédérales Culture et Sport ainsi que le Secteur Formation.